
Pourquoi et comment l'Europe doit donner une priorité forte à l'agroalimentaire

Why and how agri-food must be a significant priority to Europe

Jean-Louis Rastoin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2242>

DOI : 10.4000/economierurale.2242

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 89-93

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Jean-Louis Rastoin, « Pourquoi et comment l'Europe doit donner une priorité forte à l'agroalimentaire », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2242> ; DOI : 10.4000/economierurale.2242

Pourquoi et comment l'Europe doit donner une priorité forte à l'agroalimentaire

Jean-Louis RASTOIN

Montpellier SupAgro,

UMR Marchés, Organisations, Institutions et Stratégies d'Acteurs (Moisa)

Le monde du pétrole et des *commodities* est marqué, depuis trois décennies, par des hausses épisodiques et brutales des prix. Or, d'une part, l'agriculture demeure un secteur fortement tributaire de la volatilité des marchés et, d'autre part, elle apparaît de plus en plus dépendante d'une chaîne agro-industrielle. L'émergence de la chimie verte vient ajouter à la complexité du problème. Cependant, d'autres contraintes apparaissent qui sont désormais signifiées dans le concept de développement durable. Il est en conséquence impératif que les « bâtisseurs d'avenir » prennent en compte la globalité de la nouvelle donne agricole et alimentaire. Jean-Louis Rastoin présente ce qui fait aujourd'hui débat, met en lumière les limites atteintes par nos modèles de production et de consommation et propose de reconsidérer les priorités et la configuration du système alimentaire.

Les cinquante dernières années ont vu l'essor de la civilisation du pétrole et de ses dérivés, l'énergie et les matériaux, qui structurent de manière omniprésente nos économies contemporaines. C'est pourquoi, toute hausse marquée du brut déclenche des réactions non moins brutales. On l'a vu en 1973. Trente-trois ans après, le même scénario se reproduit. Espérons qu'il saura s'enrichir des leçons du passé et surtout, que les protagonistes, « bâtisseurs d'avenir », auront bien assimilé les nouvelles contraintes des cinquante prochaines années, désormais assez clairement identifiées (Stern, 2007)¹. On peut en douter en 2008.

En effet, peu de temps après le dernier (et troisième) choc pétrolier, en juillet 2006, l'Union européenne décidait de donner un sérieux coup de pouce à la production de biocarburants – devenus depuis agrocarburants sous la pression des adeptes de l'agriculture biologique et, dans la foulée, à la

« chimie verte ». La chimie verte consiste *in fine* à substituer du carbone fossile (pétrole et charbon) par du carbone organique issu de la biomasse dans les *process* industriels de fabrication de produits énergétiques (combustibles), de plastiques, de solvants et d'une grande variété de produits intermédiaires ou de grande consommation. L'idée est séduisante, car elle semble à première vue vertueuse puisque l'on remplace une ressource finie par une ressource renouvelable. Enfin, l'adjectif « vert » a le mérite de bénéficier de la sympathie populaire, d'être citoyennement correct et de se situer dans la perspective de la directive *Reach* de l'Union européenne. Dans ce contexte marqué par d'importantes évolutions, notre propos sera organisé en deux parties : la première consacrée aux signaux d'alerte, la deuxième à des propositions d'action.

Les signaux d'alerte

Comme beaucoup de décisions politiques, celle concernant la chimie verte a été prise dans la précipitation, sous la pression des lobbies qui foisonnent à Bruxelles et donc

1. Stern N. (2007). The Economics of Climate Change, The Stern Review. London, Cabinet Office-HM Treasury, 712 p.

sans la moindre considération d'impact. Les études sont venues ensuite, ce qui interpelle également la communauté scientifique car le pilotage par les médias et les effets de mode présente tout de même certains dangers, notamment celui de limiter les comportements pro-actifs.

La première alerte audible et sérieuse est venue d'un article du professeur Paul Crutzen, prix Nobel de chimie en 1995, dans la revue *Atmospheric Chemistry and Physics Discussions* (Crutzen et al, 2007)². Ces chercheurs montrent les risques importants en termes de gaz à effet de serre de la production d'agrocultures et donc plus généralement de l'utilisation de cultures industrielles pour fournir des matières premières à l'agrochimie dans une perspective de production de masse intensive, formatée selon le modèle de la pétrochimie.

La deuxième alerte provient des perspectives réalisées par plusieurs institutions de recherche (Fao, Ifpri, Cirad-Inra, notamment) sur le sujet crucial de l'alimentation humaine à l'horizon d'une ou deux générations. Tous les travaux, ou du moins tous les scénarios tendanciels, montrent que notre planète aura beaucoup de difficulté à nourrir correctement une population en croissance certes ralentie, mais qui demeure forte (autour de huit milliards d'habitants en 2025 et un peu plus de neuf milliards en 2050) du fait de l'insuffisance des ressources en terre, en eau et en fertilisants (en particulier les phosphates).

La troisième alerte concerne l'orientation vers chimie verte « lourde » et relève de la politique économique et de ses priorités. En effet, l'économie – dans une conception humaniste – doit satisfaire les besoins de ses agents : se nourrir, se soigner, se loger, s'éduquer, se distraire, etc. Ces fonc-

tions ont une hiérarchie. L'alimentation se situe évidemment au premier rang, car elle conditionne toutes les autres. Dans les pays à haut revenu où la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation avoisine 10 à 15 %, ce fait basique a été perdu de vue. L'envolée récente des cours des matières premières agricoles a suscité, souvent par effet d'aubaine de la part des acteurs aval des filières, une flambée des prix alimentaires. Il en résulte aujourd'hui, dans de nombreux pays, dont la France, des inquiétudes des salariés sur leur pouvoir d'achat et des revendications interpellant les gouvernements sur la maîtrise des prix des produits alimentaires, replaçant ainsi sur le devant de la scène des biens que l'on avait tendance à oublier en raison de leur coefficient budgétaire déclinant. Que dire des pays dans lesquels plus de 50 % du budget des ménages était consacré à l'alimentation avant l'explosion des prix ? On peut estimer que plus du tiers de la population mondiale est aujourd'hui très directement concernée et de façon préoccupante par la hausse du coût des aliments.

Enfin, de l'avis des experts, les agrocultures et de manière plus large les produits de la chimie verte, n'ont aucune justification économique en l'état actuel des technologies et des marchés. Il n'existe actuellement que deux exceptions à cette situation : au Brésil pour l'éthanol et en Malaisie pour l'huile de palme, c'est-à-dire dans deux pays dotés de larges disponibilités en terres cultivables (mais qui doivent se garder d'une déforestation abusive), bénéficiant d'abondantes précipitations pluviales et donc d'un énorme potentiel biomassique autorisant un bilan énergétique correct, et enfin disposant de capacités de financement. Dans tous les autres cas, les opérations de développement de la chimie verte lourde ne sont rendues possibles que par des transferts fiscaux et des prises de risques financiers par certaines banques. De plus, dans les pays septentrionaux, le bilan énergétique et écologique de la production d'agrocultures est loin d'être

2. Crutzen P.-J., Mosier A.-R., Smith K.-A., Winiwarter W. (2007). N2O release from agro-biofuel production negates global warming reduction by replacing fossil fuels? *Atmospheric Chemistry and Physics Discussions*, 7, p. 11191-11205.

équilibré en raison de la faiblesse de la biomasse générée par les plantes utilisées (betterave à sucre ou maïs pour l'éthanol et colza pour l'huile) (Pimentel et Patzek, 2007)³. Enfin, les cultures orientées vers la chimie verte sont clairement en concurrence avec une utilisation des terres pour l'alimentation des hommes et des animaux aux États-Unis, comme en Europe et dans de nombreux pays en voie de développement. Cette tension explique en partie la hausse soudaine des matières premières agricoles depuis la fin 2006, car venant s'ajouter à de faibles récoltes dans certaines parties du monde et à des mouvements spéculatifs de quelques opérateurs sur les bourses de marchandises. L'amplification des variations de prix par de faibles variations des récoltes est une vieille loi économique dite de King, enseignée aux étudiants de première année dans les universités, mais apparemment ignorée ou oubliée des dirigeants politiques et de leurs conseillers.

Il reste à évoquer une question plus globale, celle de la politique économique des États. Nous sommes engagés dans un processus de division internationale des activités sur un marché de plus en plus mondialisé, ce qui conduit à une certaine spécialisation par grands pôles, sur la base soit de ressources naturelles, soit de compétences technologiques, soit encore d'aptitudes dans les services ou d'une combinaison à des degrés variables de deux ou trois de ces éléments. On voit émerger ainsi des orientations productives dominantes dans les différentes régions du monde. Par exemple, les États-Unis dans les nouvelles technologies, la Chine et l'Inde dans l'industrie manufacturière électronique, mécanique et textile, le Brésil dans l'*agribusiness*. L'Europe doit réfléchir à ses atouts dans cette compétition qui ne peut que se durcir.

Où sont les compétences distinctives qui feront que ses produits sont attractifs ? Dans quels domaines existe-t-il une notoriété, un effet de réputation, un savoir-faire, sur lesquels on peut bâtir une véritable stratégie économique ? Assurément, l'alimentation est un de ceux-là, grâce à un patrimoine culinaire très riche, qui résulte lui-même d'une grande diversité de produits et de recettes, d'une histoire longue, d'une culture liée aux territoires, de dispositifs institutionnels originaux tels que les appellations d'origine. Aucun autre endroit au monde ne dispose actuellement d'un tel potentiel. Si l'on raisonne à long terme, voilà donc l'un des rares secteurs d'activité pouvant servir de pilier à un rayonnement économique, social et même politique. Cependant, il convient d'éviter les tensions dans l'accès aux ressources rares (la terre et l'eau) et les brouillages d'image qui résulteraient fatalement d'un développement de la chimie verte lourde. Une priorité donnée à l'agroalimentaire est peu compatible avec une agro-industrie tournée vers les carburants et les plastiques, pour des raisons évidentes de perception par les consommateurs, puisque l'alimentation est à la fois une affaire de qualité de produits, de conditions de production et d'environnement spatial et culturel et donc *in fine* de contenu de communication.

Des pistes d'action

Le choix souhaitable, attendu, d'une priorité à l'alimentation en Europe et plus encore dans l'Euro-Méditerranée, comme socle d'une stratégie économique, implique une réflexion à la fois sur le modèle de consommation et sur le modèle de production et probablement des changements assez radicaux par rapport au scénario tendanciel.

En effet, le raisonnement par grandes fonctions socio-économiques implique une approche systémique plutôt que sectorielle (l'agriculture, l'industrie, les services), et donc fragmentaire, comme c'est le cas

3. Pimentel D., Patzek T. (2007). Ethanol production: Energy and Economic Issues related to U.S. and Brazilian Sugarcane. *Natural resource Research*, 14, 1, p. 65-76.

actuellement. Il semble urgent d'entreprendre une recherche globale et de fond sur la question vitale de l'alimentation de neuf milliards d'êtres humains à un horizon désormais palpable de deux générations, 2050. C'est-à-dire un peu plus de quarante ans, délai probablement à peine suffisant pour réaliser les indispensables mutations dans le système alimentaire défini comme « *notre manière de produire et consommer nos aliments* » (Malassis, 1994)⁴. Quatre ouvrages récents (Malassis, 2006 ; Griffon, 2006 ; Parmentier, 2007 ; Rainelli, 2007)⁵ convergent pour nous indiquer que les ressources naturelles dont nous disposons risquent d'être insuffisantes pour satisfaire ce « Droit à l'alimentation » défini en 2002 par les Nations Unies comme un « *droit de l'Homme, (...) d'avoir un accès régulier, permanent et libre, (...) à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante...* ». L'offre potentielle se trouve contrainte par des limites physiques, mais aussi et surtout organisationnelles. La demande ne peut se situer dans le prolongement des tendances observées depuis quelques décennies pour des raisons de santé publique.

Le modèle de production agro-industriel, à l'œuvre depuis une cinquantaine d'années dans les pays à haut revenu et qui a remarquablement réussi du point de vue économique, semble atteindre ses limites. D'une part, ce modèle fondé sur le progrès technique et les rendements d'échelle a permis, grâce à de fantastiques gains de productivité, de baisser considérablement le prix de la nourriture et d'améliorer

substantiellement la qualité sanitaire des aliments. D'autre part, la sophistication des produits a généré de nombreux emplois autour de l'agriculture (agrofourniture, industries agroalimentaires, services) à raison de 4 pour 1, compensant ainsi l'exode agricole.

Cependant, dans la logique du capitalisme, le modèle agro-industriel a progressivement adopté une forme d'organisation concentrée, spécialisée et financiarisée et des modèles de gestion générant des externalités négatives (pollutions, réduction de la biodiversité, modification des comportements alimentaires des consommateurs). On a assisté, dans les quinze dernières années, à une véritable déconstruction de notre système économique qui s'est segmenté en deux sphères, productive et financière, disproportionnées (132 milliards de dollars de PIB par jour dans le monde et 1 138 milliards de transactions financières en 2006 selon le FMI) et de moins en moins connectées.

La demande alimentaire a profondément évolué depuis les années 1950 du fait de la transition nutritionnelle qui voit une substitution des céréales et des tubercules comme base alimentaire par des corps gras végétaux et animaux et des sucres. Or ce régime alimentaire est pathogène, car il augmente significativement l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires et certains cancers. Par ailleurs, il est très exigeant en ressources productives, car incorporant beaucoup de viandes, or il faut au moins sept calories végétales pour produire une calorie animale. Enfin, le modèle de consommation de type occidental qui privilégie le *fast food* et l'individualisme déstructure les repas dont l'intérêt social et sanitaire est avéré.

Finalement, ce modèle de consommation, très en phase avec le modèle de production de masse agro-industriel, en dépit d'indéniables avancées par rapport au modèle agricole primitif, soulève de redoutables questions, car il laisse sur le carreau près de

4. Malassis L. (1994). *Nourrir les Hommes*. Paris, Dominos-Flammarion, 128 p.

5. Malassis L. (2006). *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si...* Paris, Cirad-Inra, Ed. Quae, 460 p.

Griffon M. (2006). *Nourrir la planète*., Odile Jacob.
Parmentier B. (2007). *Nourrir l'Humanité*. Paris, La Découverte, 275 p.

Rainelli P. (2007). *L'agriculture de demain*. Le Félin/Kiron, 157 p.

la moitié de l'humanité qui souffre aujourd'hui de malnutrition soit par carence (les exclus), soit par excès. En tout état de cause, l'extrapolation de ce modèle se heurte à d'importantes limites qui prennent la forme d'externalités négatives sur la santé et l'environnement, ou tout simplement par rapport aux ressources disponibles.

Il nous paraît donc indispensable d'encourager la construction d'un « système alimentaire alternatif », basé sur un modèle de proximité, avec une agriculture polyvalente connectée à des réseaux de PME/TPE agroalimentaires, maillé par des relations plus étroites entre producteurs et territoires et entre producteurs et consommateurs. Un tel système alimentaire doit, bien entendu, se concevoir, non pas dans une vision passéiste ou nostalgique, mais au contraire résolument tournée vers l'avenir, c'est-à-dire mobilisant des innovations technologiques, organisationnelles et managériales, car il devra compenser un handicap de productivité et devra s'inscrire dans la perspective désormais incontournable du développement durable.

Pour conclure...

Nous bouclerons sur notre thème d'ouverture, la chimie verte, en insistant sur le rôle central retrouvé par l'agriculture (Byerlee, de Janvry, 2007)⁶, comme base irremplaçable de matières premières pour l'alimen-

tation, mais aussi comme source de biens et services dans le cadre d'une multifonctionnalité acceptée. En effet, il faut envisager, non pas une exclusion du non-alimentaire par l'alimentaire, mais une complémentarité hiérarchisée. Nous avons suggéré que la priorité devait être donnée, dans l'utilisation des ressources naturelles, à la production d'aliments. Cependant, cette production génère des résidus tout au long de la chaîne alimentaire qui peuvent être valorisés à des fins énergétiques ou de production d'ingrédients et d'emballages de toute sorte. Il faut en quelque sorte concevoir la chimie verte comme une activité périphérique à la sphère alimentaire. Par ailleurs, le modèle de production adopté ne doit pas être celui de l'industrie lourde, pour les raisons invoquées plus haut, mais celui de la proximité, avec une participation à l'émergence de *clusters*.

C'est donc à une véritable révolution culturelle, économique et technologique que sont conviés producteurs, consommateurs et, en amont, l'ensemble de la communauté scientifique : il faut désormais considérer notre alimentation comme un bien global, dans une perspective locale. ■

6. Byerlee D., de Janvry A. (2007). *World Development Report 2008, Agriculture for Development*. Washington, The World Bank, 386 p.